

Numéro 133 - 26 octobre 2016

## Rejetons l'assaut idéologique néolibéral

# Au sujet du caractère magique de la propriété et du contrôle privés de la propriété sociale

- K.C. Adams -

L'élite impérialiste dominante exerce une pression idéologique constante sur le peuple. Ses joueurs vedettes, ses idéologues en vogue, nous pourrions dire, font constamment les manchettes à la télévision, dans les journaux et les magazines et sur internet.

Une méthode courante qu'utilisent ces joueurs vedettes est de présenter les concepts comme des valeurs universelles immuables. Le concept est répété comme s'il était irréfutable, ce qui lui donne une qualité mystique ou magique. Le concept devient ainsi un dogme quasi religieux qui ne peut être ni analysé ni évalué en soi ou dans sa relation avec le monde matériel parce qu'il est irréfutable et accepté par un acte de foi amplifié par la sincérité ou la célébrité du personnage ou de la force organisée par l'État qui en fait la promotion et le répète sans cesse.



Un concept est présenté comme un article de foi, de nature presque divine. Il ne peut donc être analysé en soi ou examiné par rapport à d'autres phénomènes. Les gens sont encouragés à croire et à avoir foi dans les pouvoirs magiques du concept et dans la sincérité de la célébrité soutenue par l'État et à l'accepter sans poser de questions ou bien à s'y opposer avec un autre article de foi soutenu par un autre idéologue vedette ou un idéologue vedette rival. L'élite dominante cherche à créer un affrontement entre ses joueurs vedettes et leurs articles de foi, qui sont souvent présentés comme des énoncés de politique opposés des partis politiques cartellisés ou des disputes entre l'aile gauche et l'aile droite de l'élite dominante. On ne permet pas l'analyse et la pensée scientifique centrée sur l'humain, laquelle examine avec l'objectivité de l'examen les problèmes de l'économie, du processus politique et du pays.

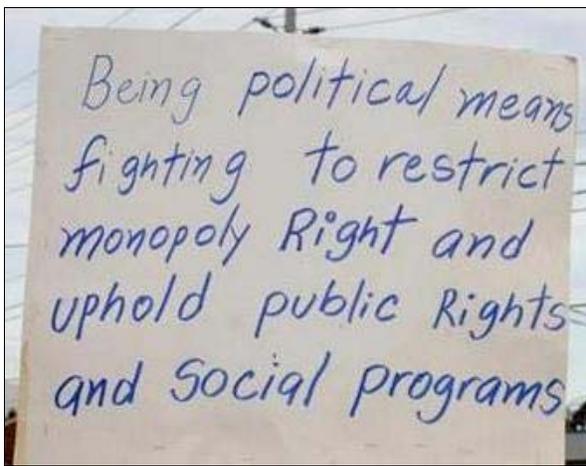
La cible de la pression idéologique de l'élite dominante est la classe ouvrière, l'accaparement continu de la richesse sociale que les travailleurs produisent, et son objectif idéologique est la promotion et le maintien des privilèges de classe comme étant une nécessité pour la société. Pour

atteindre ces objectifs, cette élite doit se convaincre qu'elle est en droit de posséder et de contrôler la propriété sociale et les forces productives et d'empêcher la classe ouvrière de développer sa propre pensée et sa propre théorie. L'élite dominante est tellement embourbée dans sa pensée désuète centrée sur le capital qu'elle s'imagine que tous les problèmes économiques et politiques peuvent être réglés en réduisant la part de la richesse sociale, produite par les travailleurs, que ceux-ci revendiquent, en augmentant la quantité de richesse sociale qui afflue vers les riches, en consolidant ses privilèges de classe et en s'accrochant au pouvoir politique en privant la classe ouvrière de son organisation, de sa pensée et de sa théorie indépendantes.

La foi dogmatique de nombreuses célébrités dans la puissance magique de la propriété privée des biens sociaux est un exemple d'un concept qui met la pression idéologique sur le peuple. Le concept est présenté comme une valeur universelle, une affirmation que lorsque des gens possèdent des biens sociaux directement, ils s'intéressent plus à leur valeur et ont tendance à les gérer mieux, contrairement à la propriété d'État, publique, dont personne se soucie de l'actif ou de la propriété.

Un des concepts qui exercent une pression idéologique sur le peuple est la foi dogmatique de plusieurs célébrités dans le pouvoir magique de la propriété privée de la propriété sociale. Ce concept est présenté comme ayant une valeur universelle, comme une affirmation que ceux qui détiennent directement une propriété sociale, il est dans leur intérêt d'en préserver la valeur et d'en prendre soin, alors que si c'est l'État qui est en est le détenteur, personne ne s'intéresse à l'actif ou à la propriété.

Partant de cette construction mentale, l'idéologue vedette bâtit ses arguments pour soutenir l'offensive antisociale, qui comprend la privatisation des avoirs publics, la propriété et le contrôle privés continus de la richesse et de la propriété sociale malgré les preuves que la propriété privée, le contrôle privé et leur but qu'est le profit privé créent des problèmes insolubles et sont en contradiction avec le caractère social interconnecté des forces socialisées de la production industrielle de masse. La célébrité avance cette construction mentale même si elle n'a aucun rapport avec les problèmes de l'économie ou tout autre problème auquel le peuple et le pays font face. L'objectif est d'empêcher que le peuple examine le monde tel qu'il est, comme un matériau qui peut être analysé en soi et dans ses rapports avec les autres matériaux dans un contexte historique donné. Les gens sont censés s'émerveiller devant le dogme brillant et la belle présentation de l'idéologue vedette et ne pas eux-mêmes analyser et réfléchir à l'économie.



Les appels à la propriété et au contrôle privés de la propriété publique visent à détruire les programmes sociaux et les services publics pour que les détenteurs de richesse sociale s'emparent de ces programmes et de ces services et les transforment en entreprise privée. Les nouveaux propriétaires des hôpitaux, des écoles et des autres propriétés publiques maintenant privatisées vont alors accroître leur réclamation sur la richesse sociale et forcer le peuple à réduire la sienne et à payer des frais d'usager pour tout quelles que soient les circonstances.

L'expérience dans tous les pays a montré que les écoles et les hôpitaux privés servent des objectifs trop étroits pour pouvoir garantir le droit moderne à des soins de santé et à l'éducation pour tous. Cela peut sembler simpliste, mais pour

garantir les droits de tous, l'objectif général doit être de garantir les droits et non celui de servir des intérêts privés étroits. Une fois que le but de garantir les droits de tous est établi, le problème devient comment le réaliser de la meilleure façon possible. Mais si le but est de réaliser des profits privés pour quelques-uns, en contradiction avec l'objectif général de garantir les droits de tous, le problème devient comment réaliser cet objectif étroit.

Les frais d'usager sont omniprésents. Les gens sont pénalisés financièrement pour tout : les « péages routiers », les ponts à péage, les frais dans les parcs publics, les frais de scolarité, de garderie, de programmes récréatifs et sportifs après l'école, de scolarité post secondaire, les frais élevés des transports publics et de stationnement, etc.

La mentalité du « chacun pour soi » et l'utilisation des organismes privés de bienfaisance ont supplanté le concept de société, de gouvernement de droit, d'amour social et de solidarité et la détermination de restreindre les privilèges de classe et le droit de monopole et de garantir les droits de tous. La « raison du plus fort » domine à cause du pouvoir de la richesse sociale qui a été mise entre des mains privées et les pouvoirs de la police de l'État de protéger et se servir les privilèges de classe, le statu quo et le système impérialiste d'États.

L'élite dominante et ses idéologues vedettes nient et foulent aux pieds le principe moderne que les êtres humains ont des droits parce qu'ils sont des êtres humains. Ils demandent ouvertement la répression du mouvement ouvrier et des efforts pour ouvrir la voie à des rapports de production modernes socialisés qui correspondent aux forces productives modernes socialisées de la production industrielle de masse. On ne permet aucune analyse concrète dans le domaine public pour expliquer, traiter et résoudre les problèmes pressants que sont les crises économiques récurrentes et les guerres prédatrices et inter-impérialistes. Les idéologues vedettes disent des platitudes et lancent des appels aux armes pour servir et protéger les privilèges de classe de ceux qui possèdent et contrôlent la richesse sociale que produit la classe ouvrière.

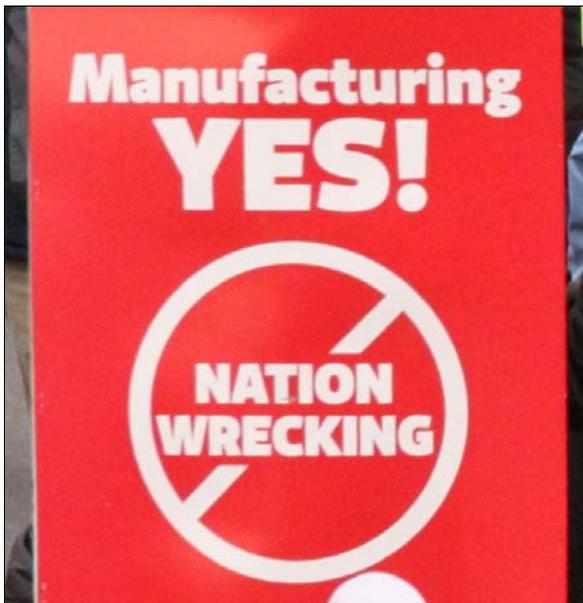
### **Faire disparaître la classe ouvrière**

Les idéologues vedettes écartent du revers de la main ou ne parlent même pas des vrais producteurs de la propriété sociale privée ou d'État. Ce « quelque chose » privé ou d'État n'a pas d'origine, n'a pas été créé par le travail, n'a pas de matérialité et n'a pas de contexte historique dans lequel les rapports de production pourraient être analysés. La propriété sociale privée ou d'État existe dans leurs cerveaux comme un concept situé hors de l'espace et du temps, et cela convient tout à fait à l'élite dominante qui veut à tout prix éviter que l'économie et les rapports des classes dans la production, la distribution et la consommation des biens et services soit analysée. Elle veut que les producteurs de la propriété sociale, la classe ouvrière, disparaissent de toute discussion sur l'économie, la propriété sociale, ses détenteurs, la politique, les droits, les devoirs, le mobile de la production ou les rapports de production. L'idéologie centrée sur le capital considère les travailleurs sous un angle entièrement négatif, comme un coût pour la propriété sociale et une ponction sur la valeur que les propriétaires privés chérissent tant qui, paradoxalement, est la richesse sociale que les travailleurs produisent par leur travail collectif et qui ne peut exister sans eux et leur temps de travail appliqué aux forces productives socialisées.

Les idéologues vedettes font disparaître la classe ouvrière et présentent leurs concepts antisociaux en toute impunité dans des écrits, à la télévision et ailleurs parce qu'ils ont l'appui de l'État impérialiste. Leurs valeurs universelles éternelles n'ont pas d'existence concrète dans le monde matériel et elles sont dénuées de contexte historique. L'élite dominante ne veut pas que ses constructions mentales soient remises en question par une analyse de la réalité telle qu'elle est qui contredit l'idéologie dominante.

**Dans l'univers fantastique des idéologues vedettes, les vrais producteurs de la richesse sociale n'ont pas leur mot à dire sur la propriété et son contrôle ni sur le motif de la production et les rapports de production qui correspondent à la production sociale moderne**

Par exemple, selon la construction mentale des idéologues vedettes, les métallos ne se soucient pas des forces productives avec lesquelles ils produisent l'acier ou du secteur de l'acier en général parce qu'ils ne possèdent ni les usines ni la richesse sociale qu'ils produisent, indépendamment du fait que l'usine soit la propriété d'individus ou de l'État. Selon leur dogme, les seuls à se soucier de l'aciérie sont les individus qui en sont les propriétaires, et c'est parce qu'ils en sont les propriétaires privés qu'« ils ont intérêt à en préserver la valeur et à en prendre soin ».



Est-ce vraiment le cas ? Est-ce que les propriétaires de l'ancienne usine de Stelco à Hamilton en prennent soin mieux que les autres ? Est-ce bien ainsi que les choses se passent aujourd'hui dans le monde des propriétaires de la propriété sociale ou n'est-ce pas plutôt une idée surgie de leur imaginaire, de leur monde d'idées forgées pour accommoder une notion préconçue ? Peut-être devraient-ils se rendre à Hamilton et faire enquête sur la propriété privée de Stelco au XXIe siècle ; ils pourraient analyser et décider avec objectivité de considération si les différents propriétaires de Stelco ont eu et ont encore un intérêt à en préserver la valeur et s'en occupent mieux que d'autres ou s'ils ont un intérêt dans le secteur canadien de l'acier et dans tous les facteurs et

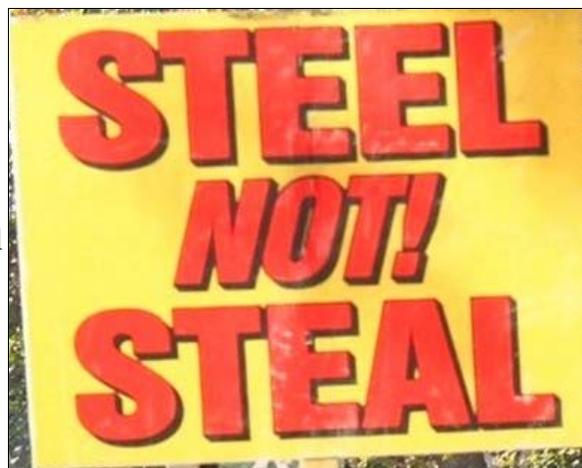
l'infrastructure nécessaires pour en faire un secteur vibrant ou à tout le moins stable ? De manière générale, les anciens propriétaires et US Steel aujourd'hui ont démontré un intérêt particulier à détruire Stelco de façon à servir leurs intérêts privés étroits et certainement pas à résoudre les problèmes auxquels font face l'entreprise, l'industrie de l'acier et l'économie en général.

Chaque propriétaire privé de Stelco a présenté les problèmes de la façon la plus intéressée afin d'éviter d'analyser et de résoudre les problèmes réels qui requièrent des solutions réelles. Les propriétaires monopolistes présentent les deux problèmes de deux façons qui sont fausses toutes les deux.

En premier lieu, ils accusent les vrais producteurs, les métallos, de revendiquer une trop grande part de la valeur nouvelle qu'ils produisent, que ce soit en salaires pour les travailleurs actifs et les pensions pour des travailleurs retraités. La question de la revendication sur la valeur de la production de l'acier n'a rien à voir avec la production réelle de l'acier, l'organisation de l'industrie de l'acier et son rôle dans l'économie. La question des revendications à la valeur nouvelle porte sur le rapport actuel entre l'employeur et l'employé et sur la répartition de la nouvelle valeur produite par la production de l'acier entre ces deux forces sociales. Un changement dans la façon dont la valeur nouvelle est distribuée entre ces deux forces sociales ne résoudrait pas les problèmes actuels de la production d'acier, de l'industrie en général et de son rôle dans l'économie. On pourrait réduire au minimum la demande des métallos en salaires, éliminer les avantages sociaux, les pensions, cela ne changerait rien aux problèmes du secteur, aux crises

récurrentes et à l'instabilité continue.

En deuxième lieu, les propriétaires accusent d'autres fabricants d'acier au Canada, aux États-Unis et à l'étranger de produire trop d'acier et d'inonder les marchés. Une des raisons qui a poussé US Steel à acheter Stelco en 2007 était de l'éliminer en tant que concurrent et d'éliminer une bonne partie de sa capacité de production, ce qu'il a fait. Il l'a fait en disant qu'il y avait trop de production d'acier partout, ce qui occasionnait la chute des prix, des inventaires d'acier non vendu et des arrêts de production aux aciéries.



Cette accusation de trop d'acier est fautive et ne peut être prise au sérieux. Dans tous les pays du monde le besoin d'acier est plus grand que jamais dans l'histoire et beaucoup plus grand que la capacité de production. C'est également le cas du Canada : le besoin en acier est énorme et en général non comblé par la production intérieure. Quelle ville au Canada n'a pas besoin d'acier pour loger les gens et rebâtir le secteur manufacturier et l'infrastructure ? Le problème n'est pas qu'il y a trop d'acier ou de tout autre produit social mais l'incapacité de l'élite dominante et de l'économie de marché à gérer l'immense capacité de la grande production industrielle de l'économie socialisée. La préoccupation de ceux qui possèdent et contrôlent les moyens de production socialisés n'est pas le produit social et la mettre au service des besoins du peuple et de l'économie mais comment transformer le produit social en richesse sociale sous forme d'argent à empocher. Qu'on ait besoin ou non du produit social n'intéresse pas l'élite dominante ; seule compte la transformation du produit social en richesse sociale sous forme d'argent dans ses poches.



Le fait que l'économie, telle qu'elle est actuellement constituée et divisée en classes sociales avec les rapports de production dépassés, n'a pas la capacité de transformer le produit social réel et potentiel en richesse sociale comme de l'argent et donc devient « un produit social de trop », et ainsi « la capacité excédentaire à produire un produit social » ne se présente pas comme un problème à résoudre. Et pourquoi pas, peuvent se demander les travailleurs ? Parce que la résolution du problème nécessite qu'on restreigne le droit des monopoles de contrôler l'économie, qu'on donne un autre but et direction pour l'économie et qu'on établisse des rapports modernes de

production en conformité avec les forces de production modernes.

Plutôt que l'objectif actuel de ceux qui possèdent et contrôlent les parties de l'économie qui se font concurrence par la transformation du produit social en richesse sociale telle que l'argent par le biais des marchés et soutirer la plus grande réclamation possible d'une manière de plus en plus dictatoriale, destructrice et parasitaire, les travailleurs sont mis au défi par l'histoire de s'organiser et faire naître un nouvel objectif.

Le nouveau but de l'économie serait de produire le produit social pour satisfaire les besoins du peuple, de l'économie et de la société, d'exploiter la pleine puissance des forces productives socialisées de la production industrielle de masse pour garantir les droits de tous.

Une première étape dans cette lutte est de restreindre le droit des monopoles de dicter l'état actuel des choses. Une fois libéré du diktat des monopoles, il faut examiner le secteur et l'économie de l'acier dans son intégralité, avec toutes ses composantes diverses mais nécessaires, en commençant par les matières premières jusqu'aux produits d'acier finis et toute l'infrastructure sociale et matérielle que cela sous-tend et qui fonctionne ensemble et en harmonie avec les secteurs et les entreprises qui ont besoin d'acier pour la production de moyens de production ou d'articles de consommation.

Une telle mesure dans le secteur de l'acier reviendrait à réduire le pouvoir de la propriété et de l'investissement privés à une réclamation annuelle sur l'investissement total calculé selon un pourcentage, un taux moyen de profit, à même le prix de production. L'investissement serait distinct du processus de production et sans contrôle sur la production, les prix et la distribution en gros du produit social. Cela nécessiterait une autorité publique responsable devant le peuple pour superviser la production, la détermination des prix de la production et de la demande intérieure apparente et la distribution en gros de l'acier, ainsi que son importation et exportation.

### **La propriété et le contrôle privés actuels des secteurs de l'économie ne marchent pas**

Les propriétaires au sein de l'économie d'aujourd'hui contrôlée par les monopoles ne demeurent pas pour la plupart là où les forces de production existent, et en termes des investissements ils en sont généralement séparés par deux à trois paliers. Sauf pour les petites et certaines entreprises de taille moyenne, les entreprises d'aujourd'hui ne sont pas détenues directement. Elles sont en propriété par le biais des fiducies, de sociétés de portefeuille, d'actions, d'obligations et de dérivés, et diverses autres entreprises de l'oligarchie financière, qui peuvent ainsi être qualifiées de *fonds de contrôle de la richesse sociale*. (Voir l'article détaillant la propriété de US Steel dans l'édition du 13 mai 2016 du *LML* « Contrôle et propriété des monopoles » [Cliquer ici](#).)

Les propriétaires qui font partie de l'oligarchie financière visent à protéger et élargir la part de la richesse sociale qu'ils possèdent dans telle et telle entreprise, et si cela entraîne la destruction de forces productives spécifiques, ils ne se gêneront pas de le faire. Leur but est non pas la production, le renforcement des forces productives ou d'apporter la sécurité et la stabilité à l'économie locale, régionale ou nationale, mais de s'emparer d'un dérivé de la production, qu'est la richesse sociale **sous forme d'argent**. L'acier en tant que valeur d'usage n'est pas leur but. Ils ne veulent que l'acier en tant que valeur d'échange, d'argent. Habituellement, le plus près qu'un propriétaire de l'oligarchie financière s'approche des moyens de production est par la tonte d'un coupon de dividende, l'encaissement d'un paiement d'intérêts ou la lecture d'un bref résumé d'un rapport financier trimestriel.

La construction idéologique selon laquelle lorsque les gens possèdent directement quelque chose et portent un intérêt à sa valeur, ils ont tendance à mieux prendre soin d'elle, est trompeuse dans une économie dominée par l'oligarchie financière. Cela évoque une vision romantique de la propriété des forces productives matérielles du début de la période de transition de la petite production à la grande production industrielle socialisée, lorsqu'un propriétaire capitaliste unique était prêt à sacrifier sa vie et son confort personnel pour réinvestir dans l'entreprise la valeur ajoutée qu'il réclame. Les monopoles d'aujourd'hui sont de propriété privée, mais leur propriété n'est généralement pas directe, elle est plutôt indirecte par l'intermédiaire de *fonds de contrôle de*

*la richesse sociale.*

La propriété privée des monopoles ne peut pas être considérée comme directe comme l'est une petite entreprise familiale. La propriété monopoliste est négative, voire même destructrice. La propriété monopoliste qui représente des intérêts privés entre en contradiction avec la nature sociale interdépendante des forces productives modernes. Les problèmes auxquels fait face une entreprise spécifique sont liés à l'économie dans son ensemble et exigent des solutions sociales et pas seulement celles qui peuvent sembler être propres à une certaine entreprise.

Soit les intérêts privés ne sont pas intéressés par des solutions sociales à moins qu'elles ne servent leurs intérêts privés étroits d'exiger une part de la richesse sociale, soit ils ne sont pas en mesure d'adopter ou d'appliquer des solutions sociales, car la coopération entre les concurrents et avec d'autres grands secteurs fait défaut. Mais généralement, les solutions aux problèmes réels de l'économie exigent de restreindre le droit de monopole afin de servir l'intérêt public, mais l'oligarchie financière refuse même de discuter d'une telle possibilité.



Tel qu'indiqué, l'objectif des propriétaires de secteurs de l'économie est de réclamer la richesse sociale sous forme d'argent, un dérivé du produit social, et non sa production en tant que produits ou services. Leur attention et leur souci sont de générer et de réclamer la plus grande part de la richesse sociale sous forme d'argent, y compris aux dépens des autres sans passer par les tracas de la production et la vente du produit social. Les manigances parasitaires pour s'emparer de la valeur déjà produite sont maintenant si nombreuses qu'elles dominent l'économie impérialiste lorsque des milliards de dollars changent de mains par voie électronique, ce qui n'entraîne aucune nouvelle production que ce soit. Le parasitisme et la dégénérescence de ceux qui contrôlent la richesse sociale empiètent et perturbent constamment la production effective de biens et services. Les plans parasitaires sont accompagnés de plans pour payer les riches monopoles à l'aide de fonds publics, y compris les subventions directes, les prêts, la renonciation des frais et impôts, et les partenariats public-privé. Les autres programmes organisés par l'État en faveur des monopoles sont des contrats gouvernementaux garantis pour les services publics, les produits pharmaceutiques, les fournitures médicales et pour les hôpitaux ainsi que des armes pour les forces militaires et policières ainsi que le système pénitentiaire même, dans le cas des États-Unis.

La propriété privée des monopoles passe par deux à trois intermédiaires. Dans l'esprit des propriétaires distants, les problèmes réels d'une usine locale sont sans conséquence ; ils sont laissés à un cadre dirigeant embauché localement mais le cadre n'a aucun pouvoir sur les investissements ou autres décisions importantes. Les vrais problèmes de l'oligarchie financière viennent de l'accumulation de la richesse sociale, la plupart du temps sous forme d'argent, mais aussi sous forme de propriété sociale et d'édification d'empire. Les propriétaires privés se retirent de l'entreprise qu'ils possèdent dans la mesure où ils refusent de réinvestir la richesse sociale produite par les travailleurs parce qu'elle est nécessaire ailleurs dans l'empire monopoliste ou parce que les pertes encourues quelque part dans leur empire mondial exigent que la richesse sociale de l'entreprise soit retirée et transférée ailleurs.

Essar Steel Algoma est un exemple d'une entreprise locale qui subit les problèmes et les pertes encourus ailleurs dans l'empire du fonds mondial d'Essar, en plus des problèmes du secteur canadien de l'acier. L'exploitation par Essar Global d'une mine de minerai de fer à proximité de là, au Minnesota, a siphonné des milliards de dollars d'Essar. Cela fait l'objet d'une faillite aux termes du chapitre 11 des lois fédérales américaines et est le résultat d'un énorme duel avec un monopole américain concurrent en minerai de fer, Cliffs Natural Resources, qui est même allé jusqu'à couper l'approvisionnement en boulettes de fer à l'aciérie Algoma.



Les problèmes de l'ancienne aciérie Stelco (US Steel Canada) dans la région de Hamilton et d'Algoma (Essar) Steel à Sault-Ste-Marie ne viennent pas des installations même, si ce n'est qu'elles ont besoin de renouvellement par un réinvestissement. Les problèmes se trouvent dans l'industrie canadienne de l'acier même et sa manipulation par les bâtisseurs d'empire mondiaux pour servir leurs intérêts privés. La production et la distribution de l'acier canadien nécessitent une direction nationale afin de contrôler les prix et, l'offre et la demande. Les problèmes exigent des solutions pro-sociales larges qui servent l'édification nationale mais elles entrent en conflit avec les intérêts étroits des monopoles privés des groupes de propriétaires servant l'édification d'empire. Les problèmes doivent être analysés et des solutions véritables mises de l'avant partout au sein d'une économie socialisée interdépendante. Ils ne

peuvent pas être résolus en répétant des dogmes idéologiques tels que « seuls les propriétaires privés sont intéressés par les installations ». Les dogmes ne servent à rien dans la résolution de problèmes et sont dépassés de par leur nature. Un tel dogme sert les intérêts privés de monopole pour l'édification d'empire et s'oppose à l'édification nationale, la classe ouvrière et l'intérêt public.

Dans le cas de Stelco, les métallos ont proposé des alternatives pour résoudre les problèmes du secteur de l'acier, qui ne correspondent pas aux dogmes des idéologues vedettes. Un fait important : les solutions que les travailleurs proposent proviennent des véritables producteurs et de leur analyse des conditions concrètes. Leur point de départ n'est pas un dogme préconçu mais plutôt la façon dont se présente la situation à Stelco contrôlé par US Steel, dans le secteur de l'acier et au sein d'une économie inter-reliée. De là, une analyse et des solutions ont été développées pour ouvrir la voie à suivre, mais les alternatives prosociales des métallos se sont vues refuser un espace public pour bâtir l'opinion et l'appui publics, d'où un obstacle que la classe ouvrière doit surmonter.

Les préjugés et les dogmes des idéologues vedettes, ainsi que la puissance des médias de masse et de l'État, passent outre aux alternatives prosociales qui ne correspondent pas parfaitement à leurs constructions mentales. Le dogme d'un idéologue vedette peut être imposé dans un article ou une émission de télévision pour perturber et arrêter le développement de la pensée et de l'analyse du monde matériel. Un exemple récent est un professeur vedette à Hamilton qui a dénoncé comme un « coup publicitaire » l'appel du Syndicat local 1005 des métallos à tenir une enquête publique dans le secteur de l'acier et sur l'utilisation de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des

compagnies contre les métaux et l'intérêt public et sur les solutions possibles aux problèmes.

L'élite dominante par son contrôle de l'État et des médias nie l'espace public pour l'analyse des conditions concrètes et la discussion des alternatives prosociales. Le mouvement ouvrier est confronté à la nécessité de bâtir ses propres médias s'il espère briser le contrôle et la domination par l'élite dominante de l'opinion publique et de la direction de l'économie.

## **La propriété d'État et la propriété privée**

La construction mentale des idéologues vedettes utilisent souvent des arguments bidons comme celui à l'effet que la propriété privée est supérieure à la propriété étatique. Ils mettent en opposition la propriété privée et la propriété de l'État, mais pas en soi et dans leur relation avec les forces de la classe sociale actives, soit les véritables producteurs issus d'un contexte historique particulier, mais abstraitement comme une affirmation sans importance matérielle dans le temps et l'espace et sans analyse concrète.

Ils présentent le sentiment et la motivation des gens envers la propriété et les forces productives selon que l'État ou les individus possèdent la propriété sociale, bien que la plupart du temps ils les passent sous silence. Le contraste entre l'appropriation et le sentiment de propriété de certains individus est présenté en dehors de tout matérialisme historique et en particulier sans contexte des rapports de production, tels qu'entre le serf et le seigneur propriétaire, entre l'esclave et le propriétaire d'esclaves ou dans le contexte moderne des travailleurs et de ceux qui possèdent et contrôlent la propriété sociale, l'élite dominante de l'oligarchie financière.

## **De quel État les idéologues vedettes parlent-ils ?**

Les idéologues vedettes parlent surtout en termes généraux en de tout contexte historique. Ils affirment souvent de diverses façons que lorsque l'État possède quelque chose, personne ne s'en soucie. Cette affirmation est-elle exacte dans le monde d'aujourd'hui ou historiquement durant d'autres périodes de rapports de production, lorsque différentes classes sociales sont dominantes ? Pourquoi un État sous le contrôle d'une classe sociale construirait quelque chose, si aucune personne ou catégorie sociale ne s'en soucie ? Quel serait la raison de la construire ? L'État existe dans un contexte historique spécifique de classes sociales, de forces productives et de rapports de production. Au cours de son existence, l'État sert une classe ou des classes sociales en particulier pour affirmer en général sa domination sur une autre classe ou des classes sociales et sur d'autres États ou peuples.

L'État est la force organisée qui maintient le contrôle et la domination de la classe dominante au cours d'une période historique particulière. Les membres de la classe dominante sont profondément soucieux de leur État et de ce que l'État possède, et ils s'assurent à la fois que les ressources humaines et matérielles soient mobilisées pour bâtir et prendre soin de l'État et de ses biens et avoirs. L'actif le plus important de l'État est ses forces armées. La classe dominante se soucie beaucoup des ressources humaines et matérielles de ses forces armées parce que l'armée, ou le pouvoir policier, sont l'arme principale pour maintenir sa domination au pays sur les forces de classe qu'elle exploite et sur les forces extérieures qu'elle voudrait conquérir ou dont elle voudrait peut-être saisir le territoire et les biens.

L'État impérialiste américain soutire de l'économie 650 milliards \$ par année pour financer ses forces armées qui sont stationnées dans le monde entier pour mener des guerres de conquête pour étendre son empire, supprimer les projets d'édification nationale des autres, piller leurs richesses et rivaliser ou se mettre de connivence avec d'autres au sein du système impérialiste d'États. L'armée, les agences d'espionnage et les forces policières des États-Unis sont organisées pour

réprimer la classe ouvrière des États-Unis et l'empêcher de développer son propre projet d'édification nationale contre l'impérialisme américain.

L'élite dominante des États-Unis est très soucieuse de son État, en particulier de son armée, à un point tel qu'elle oblige les citoyens et les résidents de son pays, en particulier les jeunes, à prêter allégeance à chaque jour à son État militaire et impérialiste. L'élite dominante organise des exercices patriotiques élaborés pour endoctriner des jeunes afin qu'ils servent de chair à canon dans ses guerres prédatrices sans qu'ils ne remettent en cause le rôle de l'État des États-Unis et de ses institutions. Ces derniers sont la plus grande arme de l'oligarchie financière, celle qui lui permet de continuer d'exercer son pouvoir de classe violent, de réprimer les peuples du monde et de leur enlever toute perspective d'avenir.



Selon les concepts intellectuels des idéologues vedettes, aucun individu ou force sociale ne se soucierait des institutions et des entreprises d'État des États-Unis. C'est une prétention ridicule et sans fondement. D'abord l'élite dominante des États-Unis se soucie beaucoup de son système impérialiste d'États et de ses entreprises et institutions publiques. C'est en vertu de son pouvoir d'État qu'elle répand son système impérialiste d'États de par le monde, qu'elle s'enrichit à même le tribut qu'elle saisit de force pour garnir ses coffres et qu'elle prive les peuples partout dans le monde, y compris aux États-Unis, de leur droit d'édifier un État moderne avec des rapports de production socialisées qui sont au diapason avec les conditions modernes d'une économie socialisée interconnectée avec, à la base, la grande production industrielle.

Le soin apporté par la classe dominante à la propriété d'État va bien au-delà de l'armée, des agences de renseignement et du pouvoir policier en général. Par exemple, l'élite dominante anglo-canadienne, à la fin du XIXe siècle et au cours du XXe siècle a construit des compagnies hydro-électriques en tant que sociétés d'État partout au pays. Ces sociétés d'État ont fourni en abondance une énergie hydro-électrique à bon marché au service de la grande production industrielle moderne, du développement commercial et de l'expansion urbaine. Pour l'élite dominante, les sociétés d'État hydro-électriques du Québec, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et d'ailleurs ont bien servi leurs intérêts privés ainsi que leur projet d'édification nationale. D'autres exemples de sociétés d'État qui ont contribué à l'édification nationale sont le service postal, les compagnies aériennes nationales, les chemins de fer et toutes les autres infrastructures matérielles et sociales.

### **Le sens profond de la propriété et du contrôle d'État**

Les idéologues vedettes utilisent le mot « État » de façon très libérale. Les institutions et les entreprises d'État appartiennent à quelqu'un. Une autorité publique qui représente ceux qui dominent l'État exerce son droit de propriété et son contrôle sur ses institutions. L'élite dominante tire avantage de ces institutions et de ces entreprises, tout comme les propriétaires d'esclaves classiques de l'Égypte ancienne étaient particulièrement fiers de la valeur produite par leurs esclaves, tels les pyramides.

Les idéologues vedettes prétendent que la classe dominante du Canada, qui possède et contrôle les sociétés d'État en plus de leurs propres propriétés privées, ne se soucient guère de leur valeur, qu'en fait, personne ne s'intéresse à la valeur de la propriété d'État. Cette prétention est contredite par le simple fait que l'État représente et défend des intérêts de classes sociales particulières. La base même de l'État canadien est la dictature que l'oligarchie financière exerce sur les producteurs de la richesse sociale et de la propriété sociale, c'est-à-dire la classe ouvrière. L'État canadien défend et préserve le pouvoir de l'oligarchie financière, laquelle possède et contrôle la richesse et la propriété sociales, ainsi que son intégration même au système d'États dirigé par les États-Unis.

Le concept des idéologues vedettes qu'une aura de magie entoure la propriété privée de la propriété sociale vise en partie à désarmer la classe ouvrière du Canada moderne qui travaille pour des entreprises qui sont soit propriété privée, soit propriété d'État. Ce concept déforme le rapport qu'ont les travailleurs avec ceux qui possèdent et contrôlent l'endroit de travail et qui achètent leur capacité de travail.

Que ceux qui ont le pouvoir possèdent la force productive socialisée sur une base privée ou publique par le biais de l'État impérialiste, cela a peu d'incidence sur les rapports que les travailleurs entretiennent avec ceux à qui ils vendent leur capacité de travail. Les rapports à l'endroit de travail sont régis par les lois fondamentales du système capitaliste qui dictent que ceux qui possèdent et contrôlent la richesse et la propriété sociales sont liés par un rapport social dialectique antagonique à ceux qui vendent leur capacité de travail. Le rapport social, le capital, est un rapport dialectique fondé sur la thèse qui exploite l'antithèse -- la thèse étant ceux qui possèdent et contrôlent la force productive socialisée, la classe capitaliste, et l'antithèse étant la classe ouvrière.



L'antithèse vend sa capacité de travail à la thèse en tant que valeur d'échange, et la thèse consomme la capacité de travail en tant que valeur d'usage en l'appliquant à la force productive socialisée qu'elle possède et contrôle soit sur une base privée, soit sur une base publique par le biais de l'État. La valeur nouvelle produite par la valeur d'usage de l'antithèse qui fait partie de la force productive socialisée possédée et contrôlée par la thèse est plus grande que la valeur d'échange payée pour la capacité de travail de l'antithèse. La différence, c'est la valeur ajoutée, le profit saisi par la thèse, ceux qui possèdent et contrôlent la force productive, soit sur une base privée, soit sur une base publique par le biais de l'État, tel Postes Canada. Le rapport social, le capital, doit sa cohésion et sa stabilité à la dictature de l'oligarchie financière, à l'État canadien et à ses institutions.

La lutte pour contrôler les forces productives matérielles socialisées, que celles-ci soient propriété privée ou propriété publique par le biais de l'État, est au cœur de la lutte de classe dans le cadre du rapport social, le capital, entre l'oligarchie financière et la classe ouvrière. La lutte n'est pas à savoir si la propriété des forces productives est privée ou publique, mais quelle classe sociale au sein du rapport sociale contrôle la valeur d'usage de l'antithèse, la classe ouvrière, et contrôle les forces productives socialisées sur lesquelles travaille l'antithèse. Pour que la classe ouvrière connaisse la victoire dans la lutte de classe pour contrôler sa capacité de travail, sa valeur d'usage,

la classe ouvrière doit briser les liens du rapport social dialectique, le capital, et émerger en tant que classe ouvrière nouvelle, une synthèse, aux commandes des forces productives socialisées et d'un nouvel État qui est sien.

Toutes les entreprises du Canada moderne, tant privées que publiques, relèvent de la propriété sociale que la classe ouvrière a produite. La question principale à résoudre pour la classe ouvrière est de prendre le contrôle de la propriété sociale qu'elle a produite et sur laquelle elle travaille pour produire une nouvelle richesse sociale, d'obtenir le pouvoir de priver la thèse, ceux qui possèdent et contrôlent les forces productives socialisées, de leur capacité d'exploiter et d'opprimer l'antithèse, et au moyen du pouvoir de priver, sortir du rapport social en tant que synthèse, une classe ouvrière nouvelle avec son propre État. Comment procéder pour atteindre cet objectif requiert beaucoup de sagesse, d'organisation et de capacité d'analyse, et ne peut se faire sur la base de dogmes, qu'ils soient le produit d'idéologues vedettes ou pas.

### **Les travailleurs font ce qu'ils peuvent dans le monde dans lequel ils naissent**



La classe ouvrière hérite des rapports sociaux, des forces productives, de l'État et de la pensée de la génération précédente. Les travailleurs, par leur participation à la lutte pour la production, à l'expérimentation scientifique et à la lutte de classe, constatent que tout ne tourne pas rond au pays, en particulier pour ce qui est de leurs rapports avec leurs employeurs. Ils vendent leur capacité de travail et, au moyen de leur travail, produisent la richesse et la propriété sociale, les produits et services nécessaires à la survie de la société, sans pour autant recevoir en retour une garantie de sécurité et de bien-être tout au long de leur vie. Les rapports sociaux existants font en sorte qu'ils n'ont pas un mot à dire ni aucun contrôle sur les forces productives socialisées, ni sur ce qu'ils produisent ni sur sa distribution. Les rapports sociaux privent la classe ouvrière du contrôle des affaires politiques, économiques et sociales qui affectent directement leurs vies et de la capacité de résoudre les nombreux problèmes de la société et de se donner une perspective d'avenir. Le problème fondamental devant les travailleurs n'est pas que les forces productives modernes sont de propriété privée ou de propriété publique, mais bien que les rapports de production périmés ne correspondent plus à l'économie socialisée interconnectée et à ses forces productives modernes. C'est ce qui prive les producteurs de fait du contrôle de leurs moyens de production, du produit social qu'ils produisent et de la capacité de maîtriser la puissance et

l'immense capacité de la production industrielle socialisée de produire efficacement, sans crises ni ruptures, de répondre aux besoins de la société et du peuple et de garantir sa sécurité et son bien-être tout au long de sa vie.

Les travailleurs veulent ce qu'il y a de mieux pour les forces productives où ils travaillent, que le secteur soit privé ou public. Ils veulent le bien de l'intérêt public et ils veulent que l'édification nationale progresse d'un pas ferme. Le problème, c'est qu'ils sont confrontés à une oligarchie financière qui ne se préoccupe que de ses intérêts privés étroits et de l'édification d'empires dans le cadre du système impérialiste d'États dirigés par les États-Unis.

Selon la notion de valeur de l'élite dominante, les travailleurs ne se soucient guère ni ne tiennent en haute estime les forces productives matérielles où ils travaillent. Selon les idéologues vedettes, les seuls à se soucier des forces productives sont les propriétaires directs de ces forces productives. Les travailleurs dans les secteurs privés et publics ne partagent pas du tout ce point de vue, surtout en ces jours d'offensive antisociale alors que le droit de monopole et l'édification d'empire a donné lieu à une importante destruction des forces productives, tant privées que publiques, sous le prétexte réactionnaire de rendre nos monopoles compétitifs et numéro un dans le monde. En toute vérité, la situation est telle que la classe ouvrière est entravée dans son élan de développer et d'améliorer les forces productives et de faire en sorte qu'elles soient mises en oeuvre collectivement pour tous et pour les intérêts généraux de la société.

Le concept intellectuel des idéologues vedettes laisse entendre que les infirmières, les enseignants, les travailleurs des postes et l'ensemble des travailleurs du secteur public ne se soucient guère des forces productives où ils travaillent, et que les Canadiens en général se fichent de leurs écoles publiques, de leurs hôpitaux et des autres propriétés sociales appartenant à l'État.

La plupart des travailleurs du secteur public s'opposeraient avec force à ce point de vue, tels les enseignants qui font valoir que leurs conditions de travail, dont font partie les écoles et le matériel d'enseignement, sont les conditions d'apprentissage des élèves. Les travailleurs de l'éducation se soucient beaucoup des conditions à leur endroit de travail. Ils ont été sur les premières lignes pour défendre le droit à l'éducation pour tous à tous les niveaux contre la destruction et les attaques néolibérales, et aimeraient par-dessus tout avoir un plus grand contrôle sur ces conditions afin de les améliorer en y investissant davantage.

L'oligarchie financière prive les travailleurs du secteur public d'un contrôle sur les programmes sociaux et les services publics où ils travaillent, en particulier sur la quantité de richesse sociale qui doit être investie dans leurs secteurs et sur comment la valeur qu'ils produisent devrait être réalisée (échangée) avec la valeur produite dans d'autres secteurs et entreprises de l'économie.

De façon générale, les travailleurs du secteur privé voient les choses du même oeil, bien que leur situation diffère de celle du secteur public. Le trait commun est que les travailleurs se soucient des forces productives puisqu'ils sont la base matérielle de leur survie et du bien-être du peuple et de la société. Sans les moyens de production socialisés modernes, le niveau de vie serait considérablement inférieur à ce qu'il est présentement. Les métallos ne demandent pas mieux que d'avoir des propriétaires d'aciéries, privées et publiques, qui se soucient de façon pratique des forces productives et qui veillent à ce que les installations soient constamment renouvelées à même les investissements provenant de la richesse sociale que les travailleurs produisent et à ce que les problèmes dans ce secteur et dans l'économie soient réglés comme il faut et dans une large perspective prosociale.

Si les métallos rencontraient ces idéologues vedettes, ils leur diraient et leur montreraient avec des faits convaincants que les propriétaires de Stelco et Algoma dans le monde d'aujourd'hui

considèrent les installations productrices et les travailleurs comme de simples pions régulièrement sacrifiés pour le bien de leur édification d'empire et leurs intérêts privés étroits. Ceux qui possèdent et contrôlent l'aciérie ne la valorise pas pour ses capacités de production dans le cadre de l'édification nationale. S'ils le faisaient, ils la défendraient en tant qu'actif précieux et veilleraient à ce qu'elle soit constamment renouvelée avec des investissements et ils feraient tout ce qui est possible pour résoudre les problèmes dans le secteur et dans l'économie en général. Ils considéreraient l'existence de l'aciérie et du facteur humain comme essentiel dans l'économie canadienne, ce qui signifie que les vastes problèmes interdépendants tels que la tarification, l'offre et la demande ainsi que le développement de l'infrastructure matérielle et sociale sont interconnectés avec l'aciérie et tous dépendent de chacun pour leur sécurité et leur bien-être.



En d'autres mots, les problèmes de l'aciérie ne sont pas des questions privées affectant les intérêts privés des détenteurs des moyens de production particulières, mais des questions publiques et des problèmes sociaux qui touchent l'ensemble de l'économie et de l'édification nationale. Ils doivent être traités en tant que problèmes sociaux publics de l'édification nationale et devant nécessairement être résolus dans l'intérêt public. Mais ceux qui

détiennent et contrôlent l'aciérie à différentes époques sont obsédés par leurs intérêts privés étroits et voient les travailleurs et compétiteurs comme des ennemis à écraser. Ils refusent de reconnaître que les moyens de production sont une propriété sociale liée au bien-être et à la stabilité de l'économie, et la nécessité du tout abordé dans un sens public large. Ils refusent de reconnaître les droits du facteur humain sans lequel aucune société moderne ne peut être construite et aucun rapport social moderne de production ne peut être développé, ni même d'équilibre dans le présent au sein de la rapport social entre la classe ouvrière et ceux qui détiennent et contrôlent les moyens de production socialisés.

Les idéologues vedettes veulent embourber la classe ouvrière et ses alliés dans un non-sens sur la propriété privée par rapport à la propriété de l'État, car une telle discussion n'a rien à voir avec les conditions concrètes au Canada aujourd'hui, et rien à voir avec la résolution des problèmes dans l'économie moderne pour mener l'édification nationale vers l'avant. L'élite impérialiste dominante ne veut pas que la classe ouvrière développe sa capacité d'analyser les conditions concrètes telles qu'elles se présentent objectivement et subjectivement. Elle prive la classe ouvrière de son droit d'améliorer sa pensée par la participation consciente à la recherche d'une voie à suivre pour achever la transition de la petite production, l'autocratie médiévale et les rapports sociaux dépassées, à la grande production industrielle socialisée et des rapports modernes de production où les producteurs réels contrôlent la production en harmonie avec les conditions socialisées modernes, apportant la stabilité à l'ensemble, surmontant les crises récurrentes qui sont une caractéristique de la période actuelle de transition et de s'habiliter politiquement dans une démocratie et un État qui leur est propre.

La classe ouvrière gagne la capacité et la volonté de dénoncer l'absurdité et les préjugés de l'élite dominante, et, ce faisant, vient à dépendre de ses propres organisations, de sa sagesse et de la puissance scientifique d'analyse. Le dogme des idéologues vedettes et des autres au service de ceux qui détiennent et contrôlent les moyens de production socialisés est destiné à empêcher le peuple mené par la classe ouvrière de développer la théorie moderne pour guider les actions et les rapports dans le monde moderne de la production industrielle socialisée de masse.

La pensée centrée sur le capital qui exalte la propriété privée et le contrôle de la propriété sociale mène nulle part et est totalement inadaptée aux conditions modernes. La pensée et la théorie modernes doivent être développées pour refléter les conditions modifiées de la façon dont les gens travaillent et vivent. Les vieux préjugés et dogmes de l'époque précédente de la petite production et du régime autocratique jouent un rôle extrêmement négatif dans le monde d'aujourd'hui. Ils doivent et peuvent être rejetés et remplacés par une nouvelle direction.

## Notes

1. Un autre domaine de discussion, que les idéologues vedettes rejettent avec leur dogme, serait dans le rapport entre la responsabilité sociale de l'État envers les membres de la société et les forces productives, et le devoir social des membres de la société envers l'État et les forces de production et le travail qu'ils doivent effectuer pour produire et reproduire la richesse sociale, maintenir et augmenter sa valeur. Si les forces de production et les ressources du pays étaient organisées et mises au service de la défense des droits de tous et leur bien-être tout au long leur vie, les membres de cette société défendraient volontiers et avec enthousiasme leur responsabilité sociale de travailler pour produire la richesse sociale qui est la base matérielle de leurs droits et leur bien-être. Ce faisant, la motivation de travailler changerait d'humains forcé de vendre leur capacité de travail pour survivre, au travail comme le facteur nécessaire pour garantir leurs droits et les droits de tous de la naissance à la mort. On reconnaîtrait la nécessité d'habiliter les producteurs réels à contrôler les forces productives et la richesse sociale qu'ils produisent et à participer consciemment à tous les aspects de l'édification nationale, en particulier la politique.

2. Peut-être que la classe ouvrière ne doit pas juger les idéologues vedettes si durement. Peut-être que ce qu'ils veulent dire vraiment est que : « quand les gens possèdent directement quelque chose, et ont un intérêt dans sa valeur, ils ont tendance à mieux prendre soin d'elle » et que les producteurs réels, la classe ouvrière, doivent posséder et contrôler les moyens de production avec lesquels ils travaillent. De cette façon, la classe ouvrière serait à la fois la classe productrice de tous les biens sociaux et celle qui possède et contrôle. Le problème posé et à résoudre pour la classe ouvrière est de s'organiser pour priver l'oligarchie financière et ses larbins du pouvoir de leurs préjugés sur la pensée et la théorie du peuple, et de priver l'élite impérialiste au pouvoir de la dictature qu'elle exerce sur les gens par l'entremise de la propriété et du contrôle de la propriété sociale et de l'État.



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)**